

FEMMES

societe.union@sonapresse.com

Paix et sécurité : un engagement féminin gabonais

AUTOUR de la Résolution 1325, une conférence-mise au point à laquelle prenaient part des femmes leaders a fait ressortir la pertinence de ce programme onusien pour la culture de la paix.

D.O
Libreville/Gabon

"19 ans de mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies : Réalisations & défis du Gabon". C'est le thème abordé lors de la conférence-mise au point que vient d'organiser à Libreville, le "Gabon Groupe Résolution 1325" en partenariat avec le Bureau des Nations unies pour l'Afrique centrale (Unoca) et l'Organisation non gouvernementale (Ong) gabonaise Malachie.

Cette conférence tenue à la Maison des Nations unies à l'attention des femmes leaders, à l'occasion du 19e anniversaire de la Résolution 1325, avait pour but la vulgarisation et l'évaluation, de façon globale, de la mise

en œuvre de cette Résolution onusienne au niveau du Gabon, comme c'est le cas à l'échelle internationale. "Parce que les questions de paix et de sécurité sont d'abord des questions citoyennes, il est important que chacun prenne conscience, notamment les femmes, de l'importance du rôle qu'elles peuvent et doivent jouer dans le processus de paix enclenché dans notre pays. Ce, d'autant plus que cette Résolution a fait l'objet d'un plaidoyer au dialogue politique d'Angondjé en 2017, et qu'elle est un outil indispensable en termes de droit pour les femmes et par les femmes", a exhorté Pepécy Ogouliguende, présidente de l'Ong Malachie, par ailleurs, expert-consultant international en gouvernance démocratique et médiation.

Au terme de cet atelier, une dizaine de recommandations



Les participantes à l'issue de leurs réflexions à la Maison des Nations unies à Libreville.

ont été prises parmi lesquelles : mettre en place un centre dédié à l'étude et à l'observation des

victimes de violences basées sur le genre, prendre en compte les préoccupations des populations

rurales, notamment sur les questions du conflit homme-faune et les questions liées aux pesticides.

Des légumes précuits pour une cuisine rapide

CM
Libreville/Gabon

ENTREPRENEURIAT.

"DE nos jours, l'émancipation de la femme a mené plusieurs d'entre nous dans les bureaux, laissant très peu de temps pour faire correctement la cuisine". Ce constat fait par Chelina Obone l'a conduit, du haut de ses 30 ans, à se lancer dans la transformation des légumes, afin de "faciliter la cuisine des femmes actives en leur faisant gagner du temps".

Cette diplômée en marketing et publicité, détentrice d'une Maîtrise en administration des affaires (MBA), a fondé, il y a un an, "C'Vert", une PME gabonaise proposant des légumes précuits comme l'aubergine, le folong ou encore les feuilles de manioc.

Ceci dans un packaging respectant les normes de conservation de produits alimentaires. Des légumes fournis par des agriculteurs gabonais qui subissent "trois lavages à l'eau vinaigrée, javellisée et claire, selon les règles internationales, avant d'être transformés", renseigne l'entrepreneure. L'entreprise, qui a commencé à commercialiser ses produits en ligne, via le réseau social Facebook, est aujourd'hui en partenariat avec plusieurs supers et hypermarchés de Libreville, qui proposent la marque "C'Vert" dans leurs rayons.

Bien que la jeune dame vive entièrement de cette activité et compte deux employés, il n'en demeure pas moins qu'elle rencontre quelques difficultés. Notamment dans le ravitaillement de sa matière première.

Pépécy Ogouliguende : "La Résolution 1325, un engagement mondial"

LA présidente de l'Ong Malachie, partie prenante à cette Conférence-mise au point de la Maison des Nations unies, décline ici la portée de ce texte de l'Onu dans la prévention des conflits.

Propos recueillis par D.O
Libreville/Gabon

L'Union : Qu'est-ce que la Résolution 1325 ?

Pépécy OGOULIGUENDE : la Résolution (ou la loi) 1325 constitue un engagement mondial visant à garantir que les femmes et les filles soient intégrées, de manière plus systématique et durable, dans la paix et la sécurité. Quatre points résumant cette loi : la promotion, la participation des femmes dans les instances de décision, la prévention des conflits latents avant qu'ils ne se transforment en conflits armés et la protection des femmes.

Au niveau du Gabon, êtes-vous satisfaite du taux de représentativité des femmes dans les sphères décisionnelles ?

Quand on compare les 15 dernières années, depuis que nous



Pépécy Ogouliguende, présidente de l'Ong Malachie.

avons notre Plan d'action décennal d'autonomisation de la femme gabonaise, on peut se satisfaire de la participation des femmes dans quasiment tous les secteurs. Seulement, l'annotation du Gabon concernant l'indice sur les femmes, la paix et la sécurité nous classe parmi les mauvais élèves : 124e sur 167 pays. Mais nous croyons

que tout n'est pas perdu.

Que dire en termes de perspectives sur les questions de paix et de sécurité ?

C'est déjà un grand pas que le gouvernement a fait en mettant en place un comité de pilotage. Notre challenge, c'est surtout d'inverser la tendance quant à la performance du Gabon concernant l'indice sur les femmes, la paix et la sécurité. Pour cela, nous avons jusqu'au 31 octobre 2020 (date de la célébration des 20 ans de la Résolution 1325), qui représente une année charnière, que ce soit au niveau des accords de Beijing qui vont fêter leur 25 ans, l'Agenda 2040 sur les jeunes de l'Union africaine (JUA) qui va également faire sa toute première évaluation et, bien sûr, la Décennie de la femme gabonaise qui aura 5 ans à cette date.